

**No. 28420**

---

**FRANCE  
and  
NIGER**

**Agreement on cooperation in the fields of education, science  
and culture (with exchanges of letters). Signed at Niamey  
on 19 February 1977**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 14 October 1991.*

---

**FRANCE  
et  
NIGER**

**Accord de coopération en matière d'enseignement, de  
sciences et de culture (avec échanges de lettres). Signé à  
Niamey le 19 février 1977**

*Texte authentique : français.*

*Enregistré par la France le 14 octobre 1991.*

ACCORD<sup>1</sup> DE COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT,  
DE SCIENCES ET DE CULTURE ENTRE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DU NIGER

---

Le Gouvernement de la République Française, d'une part,

Le Gouvernement de la République du Niger, d'autre part,

DESIREUX de définir et de préciser les modalités de leur coopération dans le cadre du Traité de Coopération qui lie les deux Etats ;

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER.-

Le Gouvernement français s'engage à coopérer avec le Gouvernement nigérien pour aider au développement de l'enseignement sur le territoire de la République du Niger et à la formation de ressortissants nigériens sur son propre territoire. Il mettra à la disposition du Gouvernement nigérien, dans la limite des moyens dont il disposera, du personnel qualifié pour l'enseignement, pour l'encadrement pédagogique, les sports, les arts et pour l'organisation et la sanction des examens et concours ainsi que pour le fonctionnement des services administratifs de l'enseignement.

ARTICLE 2.-

La procédure de mise à la disposition de ce personnel, ses devoirs, droits et garanties sont définis par les dispositions de l'accord de coopération en matière de personnel sous réserve des dispositions du présent accord.

---

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 14 février 1981, soit 30 jours après l'échange de notifications (des 14 janvier 1980 et 15 janvier 1981) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des dispositions constitutionnelles, conformément à l'article 19.

ARTICLE 3.-

Le Gouvernement français contribuera, notamment par l'octroi de bourses d'études, de stage ou de recherche, à la formation des cadres nigériens (étudiants, maîtres, techniciens, chercheurs et spécialistes). Il facilitera à tous égards l'accès des boursiers nigériens dans les établissements français dispensant des formations qui ne pourraient pas être assurées sur le territoire de la République du Niger.

TITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERESCHAPITRE PREMIER : Enseignement SupérieurARTICLE 4.-

Le Gouvernement français assume, pour la part qui lui incombe, la rémunération des enseignants qu'il met à la disposition du Gouvernement nigérien. La liste des postes est arrêtée d'un commun accord entre les parties contractantes lors de la réunion de la sous-commission spécialisée prévue à l'article 18. Les enseignants affectés sur ces postes sont nommés conformément aux dispositions statutaires et aux besoins propres des établissements nigériens concernés. Ils conservent les droits et avantages qui leur sont garantis par leur statut dans l'enseignement français.

ARTICLE 5.-

Les grades, diplômes et certificats délivrés par les établissements d'enseignement supérieur de la République du Niger et de la République Française dans les mêmes conditions de scolarité et d'examen sont valables de plein droit sur les territoires de la République Française et de la République du Niger.

Les autres grades, diplômes et certificats délivrés par les établissements d'enseignement supérieur du Niger et de la France, peuvent faire l'objet de mesures d'équivalence mutuelles sur proposition de la sous-commission prévue à l'article 18.

ARTICLE 6.-

Les deux parties contractantes arrêtent annuellement le montant des crédits de programme et de paiement que le Gouvernement de la République Française s'engage à affecter au développement de l'enseignement supérieur au Niger compte tenu des besoins exprimés par le Gouvernement de la République du Niger.

La participation française portera notamment sur les équipements, les investissements, la formation, la recherche et les échanges d'enseignants et de chercheurs.

CHAPITRE II : Enseignement secondaire et technique.ARTICLE 7.-

L'état des besoins en personnel enseignant est arrêté annuellement par le Gouvernement nigérien et notifié au Gouvernement français avant le 1er février de chaque année pour l'année scolaire suivante.

La nomination du personnel enseignant est prononcée par les autorités compétentes de la République du Niger, à compter d'une date fixée de manière à éviter toute interruption du service scolaire en cours.

La mise à disposition peut être prolongée d'année scolaire en année scolaire par tacite reconduction, sauf demande contraire de l'intéressé ou décision de l'une des parties contractantes formulée trois mois au moins avant la date prévue pour le premier mouvement d'affectation du personnel de l'enseignement en France.

L'intéressé est informé à la même date de la décision prise en ce qui le concerne.

ARTICLE 8.-

Le personnel enseignant français mis à la disposition du Gouvernement nigérien bénéficie du régime des congés en vigueur dans la République du Niger. Le congé annuel ne saurait être inférieur à soixante quinze (75) jours. Ces mesures prennent effet dès l'entrée en vigueur du présent accord.

ARTICLE 9.-

Le contrôle pédagogique du personnel enseignant français en service au Niger sera assuré soit par des inspecteurs français qualifiés, dans le cadre de missions organisées d'un commun accord par les deux Gouvernements, soit par le corps d'inspection mis à la disposition du Gouvernement nigérien, soit par un personnel nigérien des corps correspondants.

Les charges afférentes aux missions des inspecteurs français incombent à la République Française.

ARTICLE 10.-

La République du Niger peut demander que l'inspection définie à l'article 9 ci-dessus soit étendue aux personnels autres que ceux qui sont visés audit article.

ARTICLE 11.-

Les autorités françaises ont la possibilité d'organiser sur le territoire de la République du Niger, après accord des autorités nigériennes compétentes, des examens et concours destinés aux seuls ressortissants français.

ARTICLE 12.-

Le Gouvernement nigérien s'engage à accorder toutes facilités au Gouvernement français pour ouvrir et entretenir sur le territoire de la République du Niger, dans le respect des lois et règlements relatifs à l'ordre public et aux bonnes moeurs, des établissements d'enseignement relevant de son autorité. Un échange de lettres précisera les conditions de fonctionnement de ces établissements.

ARTICLE 13.-

Les ressortissants de la République Française et les ressortissants de la République du Niger, personnes physiques et morales peuvent ouvrir ou entretenir sur le territoire de l'autre République des établissements d'enseignement privé, sous réserve

qu'ils obtiennent préalablement l'autorisation du Gouvernement intéressé, qu'ils aient les qualifications professionnelles requises pour enseigner et qu'ils se conforment aux lois et règlements d'ordre public en vigueur au lieu de l'établissement.

Les établissements privés, régulièrement autorisés et reconnus à la date d'effet du présent accord, sont habilités à poursuivre leurs activités dans les conditions définies par le présent accord.

### CHAPITRE III : Recherche scientifique.

#### ARTICLE 14.-

La République du Niger et la République Française s'engagent à coopérer dans le domaine de la recherche scientifique qui fait l'objet d'une convention distincte.

### CHAPITRE IV : Echanges culturels.

#### ARTICLE 15.-

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République du Niger décident d'oeuvrer en commun pour l'épanouissement des sciences, des arts et des lettres, ainsi que pour une meilleure connaissance de leur patrimoine culturel respectif. Cette coopération portera, dans des conditions fixées d'un commun accord, sur le développement des institutions nationales nigériennes à vocation littéraire et artistique et réciproquement. Cette coopération pourra également se traduire par la création de centres culturels communs qui seront pour les deux pays des lieux de rayonnement et d'échanges d'idées entre les hommes.

#### ARTICLE 16.-

Les parties contractantes encourageront les échanges culturels entre elles-mêmes et entre leurs ressortissants.

En particulier, les deux parties favoriseront sur leur territoire la création par l'autre partie de bibliothèques, d'instituts et de centres culturels destinés à répandre la connaissance mutuelle de leur culture et de leur civilisation.

Le statut et les conditions de fonctionnement des organismes culturels de chacune des deux parties contractantes feront l'objet d'un échange de lettres.

Les deux parties faciliteront, sous réserve des règlements en vigueur dans chaque pays, les échanges de documents, de matériel et d'expérience dans le domaine des publications, du film, de la radiodiffusion et de la télévision.

Les deux parties s'engagent de même à favoriser leur connaissance mutuelle par l'organisation de voyages d'études, de stages, d'échanges de jeunes, de sportifs, de groupes artistiques, par l'octroi de bourses et par l'emploi des techniques de communication audiovisuelles. En matière d'édition, elles s'engagent à faciliter l'impression et la diffusion des oeuvres d'intérêt culturel des deux parties dans le cadre des lois et règlements en vigueur dans le pays d'accueil.

#### ARTICLE 17.-

Les ressortissants de chacun des deux Etats disposent sur le territoire de l'autre, dans le domaine de la pensée et de l'art, de toute la liberté compatible avec le respect de l'ordre public et des bonnes moeurs, dans le cadre des lois et règlements en vigueur dans le pays d'accueil.

L'entrée, la circulation et la diffusion des moyens d'expression de la pensée et de l'art de chacun des deux pays sont assurées librement et, dans toute la mesure du possible, encouragées dans les mêmes conditions que ci-dessus sur le territoire de l'autre, sous réserve du respect de l'ordre public et des bonnes moeurs.

Des facilités seront accordées dans chacun des deux pays pour l'importation, à des fins culturelles, des livres, des films et disques en provenance du territoire de l'autre partie contractante. Ces facilités feront l'objet d'un échange de lettres.

TITRE III : DISPOSITIONS FINALES.ARTICLE 18.-

Dans le cadre de la Commission Franco-Nigérienne de Coopération, une sous-commission spécialisée sera constituée pour suivre l'exécution du présent Accord.

ARTICLE 19.-

Le présent Accord abroge et remplace l'Accord Franco-Nigérien du 24 avril 1961 en matière d'Enseignement, de Sciences et de Culture.

Il a été conclu pour une période de cinq ans renouvelable par tacite reconduction.

Il peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties contractantes ; cette dénonciation devra être notifiée par la voie diplomatique moyennant un préavis de trois mois.

Le présent Accord entrera en vigueur trente jours après l'échange des notifications constatant que, de part et d'autre, il a été satisfait aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux Etats.

Chacune des Parties contractantes peut demander à tout moment la modification d'une ou plusieurs dispositions du présent Accord et l'ouverture d'une négociation à cet effet.

Fait à NIAMEY, le 19 février 1977

Pour le Gouvernement  
de la République du Niger :

[Signé]

Son Excellence  
Capitaine MOUMOUNI  
DJERMAKOYE ADAMOU  
Ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[Signé]

Son Excellence  
Monsieur ROBERT GALLEY  
Ministre de la Coopération



## [ÉCHANGES DE LETTRES]

I a

Niamey, le 19 février 1977

Monsieur le Ministre,

L'accord de coopération en matière d'enseignement, de science et de culture entre la République du Niger et la République Française prévoit dans son article 12 l'ouverture sur le territoire de la République du Niger d'établissements d'enseignement relevant de l'autorité du Gouvernement Français, et dont les conditions de fonctionnement doivent être précisées par échange de lettres.

Le Gouvernement Français propose que dans le cadre de l'année scolaire française ces établissements appliquent les horaires, les méthodes, les programmes français, et préparent aux examens français et que les autorités compétentes du Ministère nigérien de l'Education Nationale y exercent un droit de visite. Les autorités nigériennes concernées recevront pour approbation, la liste du personnel administratif et enseignant de chaque établissement, ainsi que tout document d'ordre pédagogique dont elles souhaiteraient avoir communication.

Les Ministères nigériens de l'Education Nationale et de l'Intérieur seraient immédiatement informés en cas de dissolution des Associations gérant les établissements .

La poursuite des études d'élèves nigériens déjà inscrits dans ces établissements sera assurée jusqu'à la fin du cycle d'études en cours.

Si ces dispositions rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République du Niger, la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur le même jour que l'accord de coopération en matière d'enseignement, de science et de culture et le demeurera aussi longtemps que celui-ci.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de  
ma haute considération.

[Signé]

ROBERT GALLEY  
Ministre de la Coopération  
de la République Française

Son Excellence  
Le Capitaine Moumouni Djermakoye Adamou  
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération  
de la République du Niger

## II a

Niamey, le 19 février 1977

**Monsieur le Ministre,**

Vous avez bien voulu m'adresser ce jour la lettre dont la teneur suit :

[Voir lettre I a]

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République du Niger.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

[Signé]

Capitaine MOUMOUNI DJERMAKOYE ADAMOU  
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération  
de la République du Niger

Son Excellence  
Monsieur Robert Galley  
Ministre de la Coopération  
de la République Française

I b

Niamey, le 19 février 1977

Monsieur le Ministre,

L'accord de coopération en matière d'enseignement, de science et de culture entre la République du Niger et la République Française prévoit en son article 17 que les facilités accordées dans chacun des deux pays pour l'importation à des fins culturelles des livres, des films, et disques en provenance du territoire de l'autre partie contractante feront l'objet d'un échange de lettres.

Le Gouvernement de la République Française propose au Gouvernement de la République du Niger, que, sous réserve de la réglementation nigérienne en matière de contrôle des publications, livres, disques, films, matériels didactiques et audio-visuels, les dons de cette nature destinés aux actions pédagogiques culturelles et de recherche offerts par le Gouvernement de la République Française aux établissements d'enseignement et aux organismes culturels de la République du Niger, ne subissent aucun prélèvement fiscal ou para-fiscal.

Si ces dispositions rencontrent l'agrément du Gouvernement de la République du Niger, la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur le même jour que l'accord de coopération en matière d'enseignement, de science et de culture, et le restera aussi longtemps que celui-ci.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

[Signé]

ROBERT GALLEY  
Ministre de la Coopération  
de la République Française

Son Excellence  
Le Capitaine Moumouni Djermakoye Adamou  
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération  
de la République du Niger

## II b

Niamey, le 19 février 1977

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser ce jour la lettre dont la teneur suit :

[Voir lettre I b]

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ces dispositions rencontrent l'agrément de la République du Niger.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

[Signé]

Capitaine MOUMOUNI DJERMAKOYE ADAMOU  
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération  
de la République du Niger

Son Excellence  
Monsieur Robert Galley  
Ministre de la Coopération  
de la République Française

---

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> ON COOPERATION IN THE FIELDS OF EDUCATION, SCIENCE AND CULTURE BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF THE NIGER

---

The Government of the French Republic, on the one hand,  
The Government of the Republic of the Niger, on the other hand,  
Wishing to determine and to specify the arrangements for their cooperation within the framework of the Treaty on cooperation which links the two States,  
Have agreed as follows:

TITLE 1. GENERAL PROVISIONS

*Article 1*

The French Government undertakes to cooperate with the Government of the Niger in helping to develop education in the territory of the Republic of the Niger and to train nationals of the Niger in its own territory. It shall, within the limits of the resources available to it, assign to the Government of the Niger personnel qualified in education, in teacher training, in sports, in the arts, in the organization and adjudication of examinations and competitions and in educational administration.

*Article 2*

The procedure for the assignment of such personnel, and their duties, rights and guarantees, shall be determined by the provisions of the Agreement on technical cooperation in personnel matters, subject to the provisions of this Agreement.

*Article 3*

The French Government shall contribute, *inter alia*, by granting scholarships and training or research fellowships, to the training of personnel from the Niger (students, teachers, technicians, researchers and specialists). It shall in every respect facilitate access by scholarship-holders of the Niger to French establishments that provide training which might not be available in the territory of the Republic of the Niger.

---

<sup>1</sup> Came into force on 14 February 1981, i.e., 30 days after the exchange of notifications (of 14 January 1980 and 15 January 1981) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the constitutional procedures, in accordance with article 19.

## TITLE II. SPECIFIC PROVISIONS

## CHAPTER I. HIGHER EDUCATION

*Article 4*

The French Government shall assume responsibility, to the extent to which that is incumbent upon it, for remunerating the teachers it assigns to the Government of the Niger. The list of posts shall be drawn up by mutual agreement between the Contracting Parties at the meeting of the special subcommission to be established under article 18. The teachers assigned to these posts shall be appointed in accordance with the statutory provisions and the particular requirements of the relevant establishments of the Niger. They shall retain the rights and advantages guaranteed them by their status in the French education system.

*Article 5*

Degrees, diplomas and certificates issued by higher educational establishments in the Republic of the Niger and the French Republic observing the same conditions of schooling and examination shall be fully valid in the territories of the French Republic and the Republic of the Niger.

On the proposal of the subcommission provided for in article 18, steps may be taken to ensure that other degrees, diplomas and certificates issued by higher educational establishments in the Niger and France are recognized in both countries.

*Article 6*

The two Contracting Parties shall determine annually the total amount of programme and payment credits that the Government of the French Republic undertakes to allocate to the development of higher education in the Niger, taking into account the requirements expressed by the Government of the Republic of the Niger.

The French contribution will consist, *inter alia*, of equipment, investments, training, research and exchanges of teachers and researchers.

## CHAPTER II. SECONDARY AND TECHNICAL EDUCATION

*Article 7*

Educational staffing requirements shall be determined annually by the Government of the Niger and notified to the French Government before 1 February of each year for the following school year.

The appointment of teaching personnel shall be announced by the competent authorities of the Republic of the Niger and shall take effect from a date which shall be fixed so as to avoid any interruption to schooling in progress.

An assignment may be extended from one school year to another by tacit agreement except when the person concerned requests otherwise or when one of the Contracting Parties decides otherwise at least three months before the date fixed for the first stage in the transfer of teaching personnel to France.

The person concerned shall be informed of the decision affecting him that same day.

#### *Article 8*

French teaching personnel assigned to the Government of the Niger shall be subject to the leave system in force in the Republic of the Niger. Annual leave shall be not less than seventy-five (75) days. These provisions shall take effect as soon as this Agreement enters into force.

#### *Article 9*

French teaching personnel serving in the Niger shall be inspected either by qualified French inspectors in the framework of missions organized by mutual agreement between the two Governments, or by inspectors assigned to the Government of the Niger or by inspectors from the Niger.

Expenses pertaining to missions by French inspectors shall be met by the French Republic.

#### *Article 10*

The Republic of the Niger may request that the inspection mentioned in article 9 above should be extended to include personnel other than those specified in the said article.

#### *Article 11*

The French authorities shall, by agreement with the competent authorities of the Niger, have the possibility of organizing in the territory of the Republic of the Niger tests and competitive examinations restricted to French nationals.

#### *Article 12*

The Government of the Niger undertakes to grant the French Government all facilities for setting up and maintaining in the territory of the Republic of the Niger and subject to respect for the laws and regulations relating to public order and morality, educational establishments under its authority. The conditions in which such establishments shall operate shall be specified in an exchange of letters.

#### *Article 13*

Natural and artificial persons who are nationals of the French Republic or nationals of the Republic of the Niger may set up or maintain private educational establishments on the territory of the other Republic, provided that they obtain prior authorization from the Government concerned, that they have the necessary teaching qualifications and that they abide by the laws and regulations governing public order in force in the area where the establishment is located.

Private establishments which are properly authorized and recognized at the time this Agreement comes into force shall be entitled to pursue their activities on the terms defined in this Agreement.



## CHAPTER III. SCIENTIFIC RESEARCH

*Article 14*

The Republic of the Niger and the French Republic undertake to cooperate in the field of scientific research, which is covered by a separate convention.

## CHAPTER IV. CULTURAL EXCHANGES

*Article 15*

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of the Niger have decided to work together to encourage the sciences, art and literature, as well as to promote knowledge of their respective cultural heritages. Such cooperation shall, on the terms set by mutual agreement, focus on development of the national literary and artistic institutions of the Niger and France. This cooperation may also be reflected in the establishment of joint cultural centres which will serve both countries as places for the dissemination and exchange of ideas between peoples.

*Article 16*

The Contracting Parties shall encourage cultural exchanges between each other and between their nationals.

In particular, each of the two Parties shall encourage the establishment in its territory by the other Party of libraries, institutes and cultural centres in the interests of disseminating knowledge of each other's culture and civilization.

The status and operating conditions of the cultural bodies of each of the two Contracting Parties shall be the subject of an exchange of letters.

The two Parties shall, subject to the regulations in force in each country, facilitate the exchange of documents, materials and expertise in the realm of publishing, films, radio and television.

The two Parties also undertake to promote mutual knowledge of their countries by organizing study tours, training courses and exchanges of young people, athletes and groups of artists by awarding scholarships and by the use of audiovisual communication techniques. In the field of publishing, they undertake to facilitate the printing and distribution of works of cultural interest to the two Parties, within the framework of the laws and regulations in force in the host country.

*Article 17*

In the realm of thought and art the nationals of each of the two States shall enjoy in the territory of the other all the freedom compatible with respect for public order and morality, within the framework of the laws and regulations in force in the host country.

The entry, circulation and distribution of works expressing the thought and art of each of the two countries shall be freely assured and as far as possible encouraged in the territory of the other on the terms stated above, subject to respect for public order and morality.

Facilities shall be granted in each of the two countries for importing for cultural purposes books, films and records from the territory of the other Contracting Party. Such facilities shall be the subject of an exchange of letters.

### TITLE III. FINAL PROVISIONS

#### *Article 18*

Within the framework of the France-Niger Cooperation Commission, a special subcommission shall be constituted to implement this Agreement.

#### *Article 19*

This Agreement abrogates and replaces the France-Niger Agreement on education, science and culture of 24 April 1961.

It is concluded for a period of five years renewable by tacit agreement.

It may be denounced at any time by either Contracting Party. Notice of denunciation shall be given three months in advance through the diplomatic channel.

This Agreement shall enter into force 30 days following the exchange of notifications establishing that both Parties have complied with the constitutional provisions in force in their respective States.

Each of the Contracting Parties may at any time request the amendment of one or more provisions of this Agreement and the initiation of negotiations to that end.

DONE at Niamey on 19 February 1977.

For the Government  
of the Republic of the Niger:

[Signed]

His Excellency Captain MOUMOUNI  
DJERMAKOYE ADAMOU  
Minister for Foreign Affairs  
and Cooperation

For the Government  
of the French Republic:

[Signed]

His Excellency Mr. ROBERT GALLEY  
Minister for Cooperation

## EXCHANGES OF LETTERS

I a

Niamey, 19 February 1977

Sir,

The Agreement on cooperation in the fields of education, science and culture between the Republic of the Niger and the French Republic provides in article 12 for the setting up in the territory of the Republic of the Niger of educational establishments under the authority of the French Government, the operating conditions of which are to be specified in an exchange of letters.

The French Government proposes that working within the framework of the French school year such establishments should apply French timetables, methods and programmes and should prepare students for French examinations. It also proposes that the competent authorities of the Ministry of National Education of the Niger should exercise the right of inspection in such establishments. The relevant authorities of the Niger shall receive for approval the list of administrative and teaching personnel in each establishment and any document of an educational nature of which they might wish to be informed.

In the event the companies managing the establishments are dissolved the Ministries of National Education and of the Interior of the Niger shall be immediately informed.

The studies of pupils from the Niger who have already enrolled in such establishments shall be assured until the end of the current course.

If these provisions meet with the approval of the Government of the Republic of the Niger, this letter and your reply shall constitute an agreement between our two Governments, which shall enter into force on the same day as the Agreement on cooperation in the fields of education, science and culture and shall remain in effect for the duration of that Agreement.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

ROBERT GALLEY  
Minister for Cooperation  
of the French Republic

His Excellency  
Captain Moumouni Djermakoye Adamou  
Minister for Foreign Affairs and Cooperation  
of the Republic of the Niger

## II a

Niamey, 19 February 1977

Sir,

You were kind enough to send to me today a letter which reads as follows:

[*See letter I a*]

I have the honour to inform you that these provisions meet with the approval of the Republic of the Niger.

Accept, Sir, etc.

[*Signed*]

Captain MOUMOUNI DJERMAKOYE ADAMOU  
Minister for Foreign Affairs and Cooperation  
of the Republic of the Niger

His Excellency  
Mr. Robert Galley  
Minister for Cooperation  
of the French Republic

I b

Niamey, 19 February 1977

Sir,

The Agreement on cooperation in the fields of education, science and culture between the Republic of the Niger and the French Republic provides, in article 17, that the facilities accorded in each of the two countries for the import of books, films and records from the territory of the other Contracting Party for cultural purposes would be the subject of an exchange of letters.

The Government of the French Republic proposes to the Government of the Republic of the Niger that, subject to regulations of the Niger on the inspection of publications, books, records, films and teaching and audiovisual materials, gifts of this nature intended for teaching, cultural or research purposes offered by the Government of the French Republic to educational establishments and cultural institutions of the Republic of the Niger shall not be subject to any tax or special levy.

If these provisions meet with the approval of the Government of the Republic of the Niger, this letter and your reply shall constitute an agreement between our two Governments, which shall enter into force on the same day as the Agreement on cooperation in the fields of education, science and culture and shall remain in effect for the duration of that Agreement.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

ROBERT GALLEY  
Minister for Cooperation  
of the French Republic

His Excellency  
Captain Moumouni Djermakoye Adamou  
Minister for Foreign Affairs and Cooperation  
of the Republic of the Niger

## II b

Niamey, 19 February 1977

Sir,

You were kind enough to send to me today a letter which reads as follows:

[See letter I b]

I have the honour to inform you that these provisions meet with the approval of the Republic of the Niger.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

Captain MOUMOUNI DJERMAKOYE ADAMOU  
Minister for Foreign Affairs and Cooperation  
of the Republic of the Niger

His Excellency  
Mr. Robert Galley  
Minister for Cooperation  
of the French Republic

---